

<https://ricochets.cc/Drome-Suze-non-a-l-elevage-industriel-de-8000-volailles-bio-Ni-ici-ni-ailleurs.html>



Drôme, Suze : non a l'élevage industriel de 8000 volailles bio - Ni ici ni ailleurs !

- Les Articles -

Publication date: dimanche 11 octobre 2020

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

A l'heure de l'accélération des catastrophes climatiques, écologiques, et donc sociales engendrées par la civilisation industrielle, il est suicidaire de vouloir encore continuer l'agriculture industrielle sous une forme ou une autre.

De prime abord on pourrait être tenté de se dire : si c'est bio c'est que c'est bon.

Mais bio ne rime pas forcément avec « écologique », comme on peut le constater dans les petites et grandes surfaces (dont l'Etincelle) qui importent et vendent des tas de produits bio provenant des 4 coins de la planète.

bio ne rime pas forcément avec « écologique »

- ▶ A Suze ; Drôme, une pétition circule pour que l'élevage de 8000 volailles s'installe à un endroit moins gênant : [NON A L'ELEVAGE INDUSTRIEL DE 8000 POULES A SUZE \(DROME\)](#)

De notre côté, nous pensons qu'il vaudrait mieux chercher collectivement d'autres voies et renoncer à ce type d'élevage.

Deux articles alertent sur les poulaillers bio industriels :

- ▶ [Poulailler industriel géant... et « bio » : dans les Vosges, ça ne passe pas](#) - En France, la filière oeuf s'est engagée à bannir les élevages de poules en cage d'ici 2025. Dans le même temps, la réglementation européenne n'impose aucune limite de taille pour les élevages de poules bio. Conséquence : les poulaillers de 12.000 voire 24.000 poules bio fleurissent, comme dans les Vosges.



Drôme, Suze : non a l'élevage industriel de 8000 volailles bio - Ni ici ni ailleurs !

- ▶ [« Pouloducs », élevages intensifs, aliments importés : les dérives de l'oeuf bio industriel](#) - Des élevages industriels de poules pondeuses bio apparaissent en France, encouragés par un règlement européen qui n'impose aucune limite de taille. Sur le terrain, les agriculteurs et organisations soucieux de préserver les petits élevages et les valeurs fondamentales de l'agriculture bio lancent l'alerte.

(...)

L'inquiétude de Jean-Marc Restif concerne aussi la perte du « lien au sol ». « La cohérence entre la plante, l'animal et le sol, c'est l'esprit dominant de la philosophie de la bio et c'est fondamental. » Ainsi, la réglementation invite à ce qu'au moins 20 % de l'alimentation soit issue de la ferme ou, à défaut, produit dans la même région administrative. Mais ce n'est pas une obligation...

(...)

Selon lui, avec un élevage entre 1000 et 3000 poules, avec vente directe et circuit court, un producteur peut espérer dégager entre 30 000 et 50 000 euros de revenu par an. Et si l'on vend exclusivement ses oeufs en grande surface, un élevage de 6000 poules en bio suffit pour dégager 1,5 smic par mois. Nul besoin, donc, d'un élevage industriel pour s'en sortir économiquement. « Mieux vaut huit producteurs avec 3000 poules pondeuses, plutôt que 24 000 poules avec un seul producteur », défend t-il.

(...)

Face aux dérives de la filière, un code qui distingue la bio-industrielle de la bio « fermière » ou « paysanne » pourrait être utile. Privilégier l'achat en « Amap » (association entre consommateurs et producteurs), à la ferme ou

sur les marchés est aussi une façon pour le consommateur de soutenir une agriculture biologique locale plus « cohérente ». Selon la Fnab, la moitié des producteurs en poules pondeuses bio en vente directe ont des élevages de moins de 500 poules.

D'autres voies que l'élevage industriel bio ou pas bio

L'élevage industriel, fusse-t-il bio, reste une aberration, on est encore dans l'univers de la concentration, de la production de masse intensive qui traite les animaux comme des choses, des machines anonymes à produire du cash, on a encore des aliments qui viennent de loin, des risques accrus de maladies et même de zoonoses.

Certains diront que 8000 volailles c'est pas si énorme, mais on est quand même loin de la volaille fermière...

Certains diront qu'on est obligé de grossir pour avoir un bon revenu et résister à la concurrence, mais c'est prendre le problème à l'envers, tout comme la ré-autorisation des pesticides néonicotinoïdes pour traiter les monocultures de betteraves (alors qu'en plus qu'il faudrait diminuer notre consommation de sucre).

D'un point de vue écologique, pour en finir avec l'agriculture industrielle, et donc respecter les sols, le climat, les paysages, les animaux, on sait pourtant qu'il faudrait miser sur :

- une forte diminution de la consommation de viandes et de produits animaux (et donc augmenter les protéines végétales) (d'autres, pour des raisons philosophiques et éthiques, prônent l'arrêt de toute forme d'élevage et d'exploitation animale)
- un retour massif des petits paysans, des petites fermes diversifiées (bio, agro-écologiques, ou assimilées), avec une distribution au maximum locale
- une revalorisation des revenus des paysans (augmentation des prix, subventions ?), à défaut d'une sortie générale du capitalisme et du système marchand
- une plus grande sobriété alimentaire et moins de gaspillages (et donc là aussi, moins d'intermédiaires, consommer de saison et local)
- une diminution volontaire de la démographie mondiale accompagnée de sobriété heureuse (moins de monde = moins de besoins et moins d'espace utilisé)

C'est donc l'inverse de la concentration, de la production et de la distribution de masse prônée par les lobbys de l'agriculture industrielle et les banques qui les tiennent.

Mais on reste prisonnier hélas des logiques productivistes ancrées depuis des lustres, et les autorités n'aident pas assez à passer à autre chose, voire encouragent plutôt les mauvaises pratiques de masse.

Alors, dans ce système libéral atomisé, chacun essaie de "s'en sortir" dans son coin, de "faire son trou", de trouver un moyen de survivre pas trop pourrave (sans parler des cyniques et arrivistes qui eux sont à fond et n'ont aucun scrupules), et risque de rester enfermé dans la logique de l'industrialisme.

Et des agriculteurs auront beau jeu de dire : *"c'est bien joli toutes ces utopies, mais on en est loin, et moi il faut que je mange demain"*.

Mais "faire son trou" individuellement au sein du système de la civilisation capitaliste équivaut à creuser sa tombe (personnalisée) à moyen et long terme.

Il est bien difficile de sortir de ce cercle vicieux tant qu'il n'y a pas suffisamment de personnes qui s'engagent ensemble de manière coordonnée et volontaire à bâtir une alternative soutenable.

faire son trou équivaut à creuser sa tombe

Au final, il ne s'agit pas de stigmatiser outre mesure les comportements individuels, qu'il s'agisse des

producteurs ou des consommateurs, c'est le système, ses structures, ses défenseurs, sa culture nocive et ses dirigeants le problème.

Tout en bloquant les projets les plus néfastes, la clé est plutôt de construire COLLECTIVEMENT, et en dehors des logiques capitalistes (profit, accumulation, marchandisation, primauté au capital et aux actionnaires...), des voies bonnes pour tout le monde, vivables, soutenables.

- Voir aussi : [Du sacrifice de la paysannerie à son renouveau - souhaitable](#) (...) d'actionner collectivement, à l'échelle des villes et villages, un renouveau de la paysannerie. Non pour revenir en arrière, mais pour réactiver la culture paysanne à l'aune de notre temps. Multiplier les exploitations de petites échelles, dérober au système capitaliste les déserts qu'il a créés, régénérer les sols, créer de la solidarité entre paysan.e.s et communautés de vie, saper la grande distribution qui s'est installée dans nos campagnes... Autant de chantiers à débiter et/ou amplifier. Autant de perspectives à prendre en charge collectivement.